

*Le creux de commande lié au choix de recourir à un appel d'offres aura non seulement une incidence économique pour les sites d'Alstom Transport mais aussi une incidence sur le maintien du savoir-faire industriel du groupe.*

Le sénateur des Alpes Maritimes, qui est aussi président de la FIF, la sénatrice du Bas-Rhin, dix autres sénateurs et deux députés, se sont adressés à François Hollande suite à la décision d'Alain Vidalies de ne pas recourir à une extension des contrats-cadres pour le renouvellement du parc des trains d'équilibre du territoire, mais à un nouvel appel d'offres et au risque qui en découle pour Alstom. Les élus se tournent vers le président de la République « qui a fait du combat en faveur de l'emploi une "priorité absolue" ». La décision, regrettent-ils, a " considérablement fragilisé les sites de production d'Alstom Transport et ses milliers d'emplois " et elle est" dommageable pour le savoir-faire industriel ".